

TABLEAU COMPARATIF

Texte adopté par le Sénat en première lecture
Proposition de loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie
Article 1^{er} A (nouveau)
Après l'article L. 2122-19 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2122-19-1 ainsi rédigé :
« <i>Art. L. 2122-19-1.</i> – Pour assurer les fonctions liées au secrétariat de mairie dans les communes de moins de 3 500 habitants, le maire nomme un agent de catégorie C aux fonctions de secrétaire de mairie ou un agent de catégorie B ou A aux fonctions de secrétaire général de mairie, sauf si un agent de catégorie A occupe les fonctions de directeur général des services. Ces agents peuvent exercer ces fonctions à temps partiel ou non complet. »
Article 1^{er}
Par dérogation à l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique, à compter du quatrième mois suivant celui de la publication de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 2028 , les fonctionnaires de catégorie C relevant des grades d'avancement de leurs cadres d'emplois respectifs, exerçant les fonctions de secrétaire de mairie , peuvent bénéficier d'une promotion interne dans un cadre d' emploi de catégorie B, selon les modalités prévues à l'article L. 523-5 du même code , sans qu'une proportion de postes ouverts à la promotion soit préalablement déterminée.
Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article, notamment les conditions d'ancienneté requises dans l'exercice des fonctions de secrétaire de mairie.
Article 2
I. – Outre les modalités de promotion interne mentionnées à l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique, les statuts particuliers des cadres d'emplois de catégorie B peuvent prévoir l'établissement d'une liste d'aptitude ouverte aux fonctionnaires de catégorie C exerçant les fonctions de secrétaire de mairie à la date de la promulgation de la présente loi ou ayant été recrutés comme secrétaire de mairie entre la promulgation

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture
Proposition de loi visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie
Article 1^{er} A
<u>I. –</u> Après l'article L. 2122-19 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 2122-19-1 ainsi rédigé :
« <i>Art. L. 2122-19-1.</i> – Pour assurer les fonctions liées au secrétariat de mairie dans les communes de moins de 3 500 habitants, le maire nomme un agent <u>relevant d'un corps ou d'un cadre d'emplois classé au moins dans la catégorie B</u> aux fonctions de secrétaire général de mairie, sauf <u>s'il nomme un agent pour occuper</u> les fonctions de directeur général des services. <u>Le secrétaire général de mairie peut exercer ses</u> fonctions à temps partiel ou à <u>temps</u> non complet. »
<u>II (nouveau).</u> – <u>Le I du présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2028.</u>
Article 1^{er}
Par dérogation à l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique, à compter du quatrième mois suivant <u>la publication de la présente loi et jusqu'au 31 décembre 2027</u> , les fonctionnaires de catégorie C relevant des grades d'avancement de <u>leur cadre d'emploi respectif et exerçant les fonctions de secrétaire général de mairie</u> peuvent bénéficier d'une promotion interne dans un cadre d' <u>emplois de la</u> catégorie B, selon les modalités prévues à l'article L. 523-5 du <u>code général de la fonction publique</u> , sans qu'une proportion de postes ouverts à la promotion soit préalablement déterminée.
Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article, notamment les conditions d'ancienneté requises dans l'exercice des fonctions de secrétaire de mairie.
Article 2
I. – Outre les modalités de promotion interne mentionnées à l'article L. 523-1 du code général de la fonction publique, les statuts particuliers des cadres d'emplois de <u>la</u> catégorie B peuvent prévoir l'établissement d'une liste d'aptitude ouverte aux fonctionnaires de catégorie C <u>ayant validé une formation qualifiante aux fins d'exercer les fonctions de secrétaire général de mairie</u> , sans qu'une proportion de postes

①

②

③

①

②

①

Texte adopté par le Sénat en première lecture

~~de la présente loi et le 31 décembre 2028, justifiant d'une durée minimale d'ancienneté dans l'exercice de ces fonctions et ayant validé une formation qualifiante sans qu'une proportion de postes ouverts à la promotion soit préalablement déterminée. La nature de cette formation ainsi que les modalités de sa validation sont précisées par décret.~~

II. – (Supprimé)

Article 2 bis A (nouveau)

L'article L. 452-38 du code général de la fonction publique est complété par un 13° ainsi rédigé :

~~« 13° L'animation du réseau départemental des secrétaires de mairie et des secrétaires généraux de mairie. »~~

Article 2 bis (nouveau)

Le code général de la fonction publique est ainsi modifié :

1° La sous-section 2 de la section 3 du chapitre II du titre II du livre IV est complétée par un article L. 422-34-1 ainsi rédigé :

~~« Art. L. 422-34-1. – Outre la formation initiale dont ils bénéficient en application des statuts particuliers dont ils relèvent, les agents qui occupent un emploi de secrétaire ~~de mairie et de secrétaire~~ général de mairie reçoivent, dans un délai d'un an à compter de leur prise de poste, une formation adaptée aux besoins ~~des collectivités concernées.~~ » ;~~

2° Avant le dernier alinéa de l'article L. 451-6, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

~~« Il définit et assure la formation des agents publics occupant un emploi de secrétaire ~~de mairie et de secrétaire~~ général de mairie dans les conditions prévues à l'article L. 422-34-1. »~~

Article 2 ter A (nouveau)

Dans un délai ~~de douze mois~~ à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant ~~selon quelles modalités peut être créée, au niveau national, une filière universitaire préparant~~ au métier de secrétaire général de mairie.

Article 2 ter (nouveau)

Le 2° de l'article L. 523-5 du code général de la fonction publique est complété par une phrase ainsi

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

ouverts à la promotion soit préalablement déterminée. La nature de cette formation ainsi que les modalités de sa validation sont précisées par décret.

II. – (Supprimé)

Article 2 bis A

L'article L. 452-38 du code général de la fonction publique est complété par un 13° ainsi rédigé :

« 13° L'animation du réseau des secrétaires généraux de mairie dans leur ressort territorial, sans préjudice des autres dispositifs en ce sens animés par d'autres acteurs locaux. »

Article 2 bis

Le code général de la fonction publique est ainsi modifié :

1° La sous-section 2 de la section 3 du chapitre II du titre II du livre IV est complétée par un article L. 422-34-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 422-34-1. – Outre la formation initiale dont ils bénéficient en application du statut particulier dont ils relèvent, les agents qui occupent un emploi de secrétaire général de mairie reçoivent, dans un délai d'un an à compter de leur prise de poste, une formation adaptée aux besoins de la collectivité concernée. » ;

2° Avant le dernier alinéa de l'article L. 451-6, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Il définit et assure la formation des agents publics occupant un emploi de secrétaire général de mairie dans les conditions prévues à l'article L. 422-34-1. »

Article 2 ter A

Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport évaluant les formations actuelles préparant au métier de secrétaire de mairie. Ce rapport évalue également la pertinence de la création, au niveau national, d'une formation au métier de secrétaire général de mairie.

Article 2 ter (Supprimé)

②

①

②

①

②

③

④

⑤

Texte adopté par le Sénat en première lecture

~~rédigée : « Celui-ci veille à ce que les listes d'aptitude comprennent une part, fixée par décret, de fonctionnaires exerçant les fonctions de secrétaire de mairie et de secrétaire général de mairie. »~~

Article 3 (Supprimé)

Article 4 (nouveau)

L'article L. 332-8 du code général de la fonction publique est complété par un 7° ainsi rédigé :

~~« 7° Pour les emplois de secrétaire de mairie et de secrétaire général de mairie des communes de moins de 2 000 habitants. »~~

Article 5 (nouveau)

~~Dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport portant sur la requalification en catégories A et B des emplois de secrétaire de mairie.~~

Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture

Article 3

Après l'article L. 522-13 du code général de la fonction publique, il est inséré un article L. 522-13-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 522-13-1. – Les agents exerçant les fonctions de secrétaire général de mairie bénéficient d'un avantage spécifique d'ancienneté pour le calcul de l'ancienneté requise au titre de l'avancement d'échelon. »

Article 4

L'article L. 332-8 du code général de la fonction publique est complété par un 7° ainsi rédigé :

« 7° Pour les emplois de secrétaire général de mairie des communes de moins de 2 000 habitants. »

Article 5 (Supprimé)

①

②

①

②

